

8 LA QUESTION

Agriculture

S'INSTALLER : un pari D'AVENIR ?

2 LE PORTRAIT

Chantal Gascuel
Secrétaire perpétuelle de
l'Académie d'agriculture

16 L'INTERVIEW

Régime agricole
Deux nouveaux visages
à la tête de la MSA

24 MIEUX-VIVRE

Part'âge à Cabourg
Connexions
entre générations



“ Notre activité est connue de la sphère publique et nos rapports sont reconnus pour leur qualité. Mais l'Académie gagnerait à s'ancre davantage dans la société. ”



Chantal Gascuel

SECRÉTAIRE PERPÉTUELLE DE L'ACADÉMIE D'AGRICULTURE

Depuis janvier, Chantal Gascuel, 67 ans, anime cette institution dont la mission est d'éclairer les pouvoirs publics et la société sur les évolutions concernant l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. Trois jours par semaine, l'ancienne chercheuse d'Inrae⁽¹⁾ quitte Rennes pour la capitale afin de défendre la devise de l'académie : « *Une passion connaître, une ambition transmettre* ».

Le foulard en soie vert d'académicienne noué autour du cou, Chantal Gascuel ne se livre pas, écarte poliment les questions concernant sa vie privée et oriente l'échange sur la présentation de l'institution. La chercheuse spécialisée dans l'étude de l'eau et du sol la connaît du bout des doigts. Cela fait une dizaine d'années qu'elle en est membre. Ses yeux pétillent en l'évoquant. La même lumière l'illumine lorsqu'elle cite l'Inrae. Quand elle l'intègre en 1982, c'est pour y mener toute sa carrière. « *J'y ai exercé le métier de chercheuse, de directrice d'unité de recherche puis d'adjointe à la direction scientifique environnement. Les possibilités d'y évoluer y sont exceptionnelles.* »

Son cœur bat pour les deux organismes. Ils ont en commun la fabrique du savoir et sa transmission à l'aide de rapports, de publications et de colloques. Les deux s'occupent du vivant et des écosystèmes. Tout ce que sa curiosité n'a eu de cesse de chercher à comprendre. Le besoin remonte à l'adolescence, à Lille, dans le nid familial. « *Très jeune, à 14, 15 ans, ma sœur et moi avons demandé à nos parents de nous abonner au magazine La Recherche.* »

Les choses à savoir sur l'Académie

L'établissement d'utilité publique à caractère scientifique et éducatif, localisé à Paris, délivre des avis et des points de vue sur toutes les questions qui relèvent de son domaine de compétence. « *Quand on formule des avis, on n'est jamais ni pour ni contre. Nous mettons en avant la connaissance. Notre but est de la mettre à plat, de la diffuser afin que la sphère publique s'en empare pour prendre ses décisions et que la société fasse de même pour forger son opinion.* » Ce temple du savoir organise des colloques ouverts au public le mercredi, diffusés en direct sur la chaîne YouTube @academiedagriculturedfranc2152. Plus d'informations : www.academie-agriculture.fr.

Née à Tourcoing, elle grandit dans la capitale des Flandres. Lors de ses études secondaires, elle prend conscience de son goût pour les mathématiques, la physique et la biologie. « *J'aimais cet ensemble. Je ne voulais pas le séparer. Les classes préparatoires et tout ce qui tourne autour de la biologie, les écosystèmes m'intéressaient particulièrement.* »

Esprit d'équipe

À l'Institut Agro Montpellier elle assouvit cette curiosité. Des années plus tard, la question du sol l'intrigue. Alors direction celui de Rennes qui lui permettra de décrocher un diplôme d'ingénieur agronome enrichi de cette spécialité. Elle s'installe dans cette ville une fois ses études terminées et mène de front sa vie professionnelle au sein de l'Inrae et son rôle de maman de quatre enfants. Elle n'en dira pas plus, mettant en avant encore l'Académie d'agriculture qui mérite d'être connue du grand public et son ambition d'y contribuer. Même le caractère historique de sa désignation s'efface derrière son réflexe de discrétion. À la place, Chantal Gascuel privilégie le travail en groupe. « *Les bonnes idées sortent du collectif.* » Le trio qu'elle forme avec la présidente et le trésorier perpétuel, à la tête de cette institution, a lancé cette dynamique, parole de première femme secrétaire perpétuelle.

Fatima Souab

(1) Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

DATES-CLÉS

- 1986** Chargée de recherche à l'Inrae
- 2000** Directrice de recherche à l'Inrae
- 2006-2007** Mission longue durée à l'Université de British Columbia (Canada)
- 2012** Membre de l'Académie d'agriculture
- 2024** Secrétaire perpétuelle de l'Académie

En une :

Laura Peretti tente l'aventure agricole dans un espace-test 100 % féminin situé à la sortie d'Ajaccio (lire page 14).

2 LE PORTRAIT

Chantal Gascuel,
secrétaire perpétuelle
de l'Académie d'agriculture

7 L'ESSENTIEL

L'actu des régions et de l'institution

8 LA QUESTION

Agriculture
S'installer : un pari d'avenir ?

16 L'INTERVIEW

**Anne-Laure Torrésin
et Jean-François Fruttero**
Deux nouveaux visages
à la tête de la MSA

18 TERRITOIRES

- **Auvergne**
Concours d'élevage
- **Ain**
Un bistrot qui déambule

24 MIEUX-VIVRE

- **Part'âge à Cabourg**
Connexions entre générations
- **Guérande**
Améliorer la vie au
travail des paludiers

28 LA BONNE NOUVELLE

Troubles du voisinage
Pas de chant du cygne
pour le chant du coq

ÉDITORIAL

Notre cause COMMUNE

En cette période d'assemblées générales des caisses de MSA organisées partout en France, nous célébrons non seulement la vitalité démocratique du régime agricole, mais aussi la passion et le dévouement de ceux qui ont consacré leur temps et leur énergie à le faire avancer. Je voudrais profiter de ce moment pour saluer Pascal Cormery et François-Emmanuel Blanc, avec lesquels j'ai eu la chance et l'honneur de former un trinôme président/premier vice-président/directeur d'une entente remarquable. L'arrivée d'Anne-Laure Torrésin, nouvelle directrice générale, qui a pris ses fonctions le 1^{er} avril, et l'élection le 4 avril à la présidence de la CCMMSA de Jean-François Fruttero, exploitant agricole en Dordogne, renforcent notre détermination à prolonger l'élan de notre institution et à relever les défis qui se présentent à nous.

La MSA, véritable pilier de notre système de protection sociale, incarne un modèle unique en son genre. Fondée sur des principes solides d'ancrage professionnel et de gouvernance représentative, elle est le fruit d'un engagement sans faille de la famille agricole au service du monde rural. Son rôle ne se limite pas seulement à assurer la sécurité sociale de nos adhérents, mais elle œuvre également à dynamiser nos territoires en offrant une palette de services et d'accompagnements spécifiques.

Nous sommes fiers de notre organisation professionnelle qui repose sur des administrateurs et des délégués élus par la population agricole elle-même. Mes pensées vont en particulier à nos 13 760 délégués bénévoles dont le renouvellement aura lieu dans un an. Les élections MSA seront organisées du 5 au 16 mai 2025. Cette démarche démocratique constitue le cœur battant de notre institution et témoigne de notre engagement envers nos membres. Ainsi, alors que nous accueillons de nouveaux visages et de nouvelles idées, nous sommes résolus à poursuivre notre mission avec détermination et conviction. Ensemble, nous continuerons à défendre les intérêts de nos adhérents, à promouvoir le bien-être des habitants des espaces ruraux et à consolider le rôle essentiel de la MSA dans le tissu social et économique de notre pays.



Thierry Manten,
premier vice-président.

Le Bimsa n°239 | Mai 2024

Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole – 19, rue de Paris – CS 50070 – 93013 Bobigny Cedex – Tél. : 01 41 63 77 77 – www.msa.fr – Le Bimsa : dépôt légal à parution – CPPAP : 1026M 05851 – ISSN : 1298-9401 – Directeur de la publication : Anne-Laure Torrésin – Comité d'orientation : Jean-François Fruttero ; Philippe Moïnard ; Annie Aublanc ; Didier Cuniac ; Sabine Delbosc-Naudan ; Thierry Girard ; Régis Jacobé ; Bernard Simon – Rédacteur en chef : Alexandre Roger – Rédacteur en chef adjoint : Franck Rozé – Rédacteurs : Frédéric Fromentin ; Celine Lucas ; Marie Molinario ; Simon Playoult ; Fatima Souab – Maquettiste : Delphine Levasseur – Conception : Christine Brianchon – Administration et abonnements : tél. : 01 41 63 73 31 – Abonnement 1 an : 11,60 € – Imprimeur : Riccobono Imprimeurs – Papier issu de forêts gérées durablement. Imprimé en France ■ ■ ■, sans sécheur, sans eau et sans chimie sur du papier recyclé et labellisé – www.riccobono-imprimeurs.com – Couverture : © Alexandre Roger/Le Bimsa – Éditorial : © Luc Pérénom/CCMSA Image



La reproduction d'articles
du Bimsa est subordonnée
à une autorisation préalable.





CHARENTE

Handicap et viticulture, c'est possible



Une sacoche portée autour de la taille qui réceptionne agrafes et outils permet de faciliter le travail de Michael Chaillé.

« Rien n'est impossible. Il suffit d'avoir le courage et la santé pour pouvoir continuer une activité », témoigne Michael Chaillé, salarié agricole en viticulture. Trois jours après son accident en août 2019 qui lui fait perdre son bras gauche, il pense sa vie professionnelle terminée. Mais il aura fallu la ténacité de ses employeurs Patricia

et Jean-Luc Boisseau, producteurs de vignes et de céréales à Birac, en Charente, pour lui prouver le contraire. L'aide de la MSA des Charentes, du conseiller en prévention des risques professionnels, de la médecine du travail, de l'Association pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (l'Agefip) a fait le reste, permettant au salarié de mettre au point de nouvelles astuces pratiques pour travailler dans les vignes. Entre autres exemples, une sacoche portée autour de la taille qui réceptionne agrafes et outils. Les tracteurs sont aménagés pour en faciliter la manipulation. Pour accompagner les salariés confrontés aux aléas de la vie ou en situation de handicap, la MSA et l'association Atouts et compétences se chargent de les maintenir en emploi et de faciliter leur insertion, en modulant le temps de travail selon sa pénibilité, avec un seul mot d'ordre : défendre l'art d'être différent, un collectif d'acteurs initié par les délégués MSA. **Infos sur atouts-competences.fr/aed.**



FRANCE ENTIÈRE

Promotion de la santé par le dépistage des cancers

À la MSA, la prévention en matière de santé commence par des campagnes de dépistages des cancers (colorectal, sein et col de l'utérus) initiées partout dans les territoires à destination des populations agricoles et rurales. Au premier semestre, plus de 1,1 million de courriers d'invitation suivis de relances arrivent dans les boîtes aux lettres des adhérents éligibles pour les inciter à adopter sans attendre les gestes en faveur de leur santé. La préconisation fait écho à la campagne nationale d'avril conduite par l'Institut national du cancer sur le sujet marqué par un seul conseil :

« Faites le bon choix dès maintenant, vous vous remercieriez plus tard. » Les entretiens motivationnels fondés sur le principe du « aller vers » complètent la stratégie. Dans ce dispositif, des infirmières diplômées d'État contactent les personnes pour les sensibiliser à l'importance de se faire dépister. En 2023, cette opération a été menée dans le cadre de la détection du cancer colorectal et permis de sensibiliser 3 300 d'entre elles. Au vu du succès, l'expérimentation est reconduite cette année, et sera étendue à d'autres cancers l'année prochaine.



SAÔNE-ET-LOIRE

Les risques professionnels s'invitent au Salon VinÉquip de Mâcon



Pour sa première participation au salon mâconnais dédié aux professionnels de la vigne et du vin organisé en mars dernier, la MSA Bourgogne a le sentiment du travail accompli, grâce aux animations imaginées par les conseillers en prévention des risques professionnels. Trois thèmes ont été valorisés : la conception et l'aménagement de chais qui s'appuient sur le site dédié monprojetdechai.fr, l'organisation du travail en période de canicule et la sensibilisation aux troubles musculo-squelettiques (TMS) avec le module « Ne perdez pas le fil ».

En chiffre

433 136

cancers détectés en 2023 en France.

245 610 hommes (+ 0,3 % en un an)

et 187 526 femmes (+ 0,9 % en un an).

La même année 157 400 en sont décédés.



L'inauguration de la permanence de Gramat permet d'accueillir les adhérents dans des locaux flambant neuf.



LOT

Ancrage territorial

Les nouveaux locaux de la permanence de Gramat de la MSA Midi-Pyrénées Nord ont été inaugurés le 19 mars en présence des délégués et des salariés de la caisse ainsi que des responsables locaux. Cette antenne, installée dans le nord du département du Lot, exprime la volonté de la caisse de maintenir un ancrage local afin de mener ses missions de

prévention santé dans le territoire, grâce notamment à l'attention portée aux agriculteurs exposés au mal-être, à l'accompagnement en matière de conditions de travail, intégrant les questions d'accidents ou de maladies professionnelles comme les troubles musculosquelettiques et les soutiens destinés à faciliter la pratique des services en ligne.



millions d'euros

C'est le montant de la prise en charge des cotisations sociales que le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire accorde au Fonds national d'action sanitaire et social en vue d'accompagner les agriculteurs en difficulté. Dans cette enveloppe, 5 millions d'euros seront alloués victimes des intempéries de novembre 2023, notamment après les tempêtes Ciarán et Domingos ainsi que les inondations en Haut-de-France.

Plus d'infos sur : agriculture.gouv.fr



MARNE

Sport-santé avant les Jeux olympiques



On s'active dans le complexe sportif René-Tys de Reims.

Du sport, des conférences et des ateliers ont été proposés le 9 avril à la population rémoise au stade Auguste-Delaune et dans le complexe René-Tys pour célébrer les Jeux olympiques de Paris 2024 qui auront lieu du 26 juillet au 11 août. Cet échauffement avant l'événement vise à promouvoir les bienfaits de l'activité physique sur la santé, le corps et le mental. Les acteurs locaux, de l'agence régionale de santé de Champagne-Ardenne à la caisse primaire d'assurance maladie de la Marne, ont contribué à la réussite de la manifestation aux côtés de la MSA Marne Ardennes Meuse.



LOT-ET-GARONNE

Aux petits soins des plus de 50 ans

Une journée de prévention santé a été organisée le 25 mars à Nérac, dans le Lot-et-Garonne, dans les locaux de la maison de santé de l'Albret à destination de la population agricole. L'événement, initié par la MSA Dordogne, Lot et Garonne, en partenariat avec l'ensemble des acteurs du territoire, a été l'occasion pour les adhérents âgés de 50 à 65 ans de bénéficier gratuitement d'une consultation gynécologique et ophtalmologique. Un temps d'information sur l'utilisation du kit de dépistage du cancer colorectal a aussi été proposé. Avec 60 examens ophtalmologiques, 14 consultations gynécologiques, une quarantaine de kits de dépistage du cancer colorectal distribués, pas de doute, l'opération est un franc succès.



FRANCE ENTIÈRE

Lutte contre le non-recours aux droits

La MSA est de nouveau mobilisée sur le front du non-recours aux droits des adhérents. Dans sa nouvelle campagne lancée en avril, elle rappelle toutes les aides et prestations sociales dont ils bénéficient en cas de survenue d'un risque social comme la perte d'un emploi. Seule condition, le savoir et en faire la demande. Les rendez-vous prestation, proposés à chaque adhérent,

permettent de faire le point sur ses droits tout en délivrant cette information. Il s'agit d'un moment d'échange personnalisé avec un conseiller MSA. Le site national mesdroitssociaux.gouv.fr est également mis à disposition pour consulter en quelques clics ses droits sociaux, ses ressources, les données de son activité professionnelle et simuler ses aides.



FRANCE ENTIÈRE

Marpa chantante



La Marpa Les Clarines de Bellevue à Pierrefontaine-les-Varans, dans le Doubs, propose une nouvelle version de *L'oiseau et l'enfant* victorieuse au concours de l'Eurovision en 1977.

MarpaVision est le nouveau concours de chant, organisé par les maisons d'accueil et de résidence pour l'autonomie, qui pourrait bien enchanter les fans de « The Voice » et de l'Eurovision. Premier du genre, il amène avec lui l'enthousiasme et la créativité des participants qui n'hésitent pas à réinventer les grands tubes de la chanson française pour se démarquer. Le grand public a jusqu'au 12 juin pour choisir le clip coup de cœur de son groupe ou chorale de résidents. Après une

sélection disputée entre une trentaine de talents, représentant les 32 Marpa participantes, il n'en reste que 12 encore en lice. Pour les départager, visionnage et votes sont possibles sur pollunit.com/polls/marpavision-2024.



FRANCE ENTIÈRE

Aide d'urgence aux victimes de violences conjugales

Que faire quand on est victime de violences conjugales ? Commencer par s'éloigner pour se protéger. Tout personne placée dans une telle situation, femme ou homme, en cours de séparation ou pas, avec ou sans enfant à charge, peut bénéficier d'une aide d'urgence délivrée par la MSA, le temps de parer aux dépenses occasionnées par cette épreuve. Condition pour recevoir un soutien financier pouvant aller de 240 euros à plus de 1 330 euros, présenter un document

de moins de 12 mois attestant cette violence. Cela peut être une ordonnance de protection, un dépôt de plainte ou un signalement adressé au procureur de la République.

Plus d'infos :
msa.fr/lfp/web/msa/famille/aide-urgence-victimes-violences-conjugales



AGENDA



France

Ovinpiades mondiales 2024

→ du 25 mai au 1^{er} juin

Les Ovinpiades internationales célèbrent la diversité de la filière ovine avec 900 participants à travers la France. Du 25 mai au 1^{er} juin, découvrez 22 pays en compétition lors d'épreuves variées : quiz, tonte, tri... À Rambouillet, dans les Yvelines, le 31 mai, la Bergerie nationale couronnera les meilleurs jeunes bergers et bergères.

» portailcoop.educagri.fr/event/oviniades-mondiales-2024

Salon-de-Provence

Salon des agricultures de Provence

→ du 31 mai au 2 juin

Le monde rural, les traditions et le terroir provençal sont à la fête sur les 400 hectares du Domaine du Merle le temps d'un long week-end qui débute dès le vendredi.

» Salondesagriculturesdeprovence.com

France entière

Journées nationales de l'agriculture

→ du 7 au 9 juin

La 4^e édition des Journées nationales proposera de fêter pendant trois jours le patrimoine agricole français avec pour thème « Éducation à l'alimentation ». Ce sera le moment d'approfondir ses connaissances des produits, des cultures et des filières.

» journéesagriculture.fr

Valines

Ch'Vimeu en fête

→ du 14 au 16 juin

Concerts, voitures de collection, vieilles bécasses, jeux picards sont au menu de la grande fête populaire et multiculturelle de Valines, dans la Somme. L'événement a reçu un prix coup de cœur de l'Appel à projets jeunes 2024 de la MSA.



Agriculture

S'INSTALLER : un pari D'AVENIR ?

Assurer le renouvellement des générations est crucial pour l'avenir de l'agriculture française. Si les effectifs de salariés agricoles dépassent 800 000 emplois et sont en hausse, le nombre d'exploitants – près de 450 000 personnes – continue de reculer modérément (– 1,5 %)*. À travers des rencontres et des témoignages inspirants, plongeons dans la réalité de la transmission et de l'installation. Qu'ils soient cédants, à la recherche d'une ferme à reprendre ou encore engagés sur un espace-test, ils sont les visages d'un secteur en pleine mutation.

* Chiffres MSA statistiques 2023

TRANSMISSION

Un dernier tour de ferme ET PUIS S'EN VONT

Brigitte et Francis Guilbert sont éleveurs de vaches laitières à Monchy-Breton, dans le Pas-de-Calais.

Après plus de 40 ans de labeur, le moment est venu pour eux de céder leur exploitation.

En ce début de printemps, ils ont accepté de vivre avec nous l'un de leurs ultimes jours à la ferme.

Déambulation, introspection et émotion.

Lil y a fait ses premiers pas et y fait les tous derniers en tant qu'éleveur. Sur la terre de ses aïeux, Francis Guilbert a grandi, s'est installé et a étoffé l'élevage de bovins. Aujourd'hui, à 67 ans, l'agriculteur – tout comme sa femme Brigitte, 64 ans – tire sa révérence. Le couple part à la retraite à l'issue d'un long cheminement pour céder son exploitation agricole, le fruit d'une vie de travail.

Échanges et entraide

L'heure est au déménagement. Au coin du feu qui crépite, assis à table au milieu de leur longère presque vide et parée de cartons, les éleveurs repassent l'histoire. Un demi-siècle passé à l'ouvrage dans leur ferme, ce n'est pas rien. « Nous avons repris l'élevage en octobre 1982, soulignent ceux qui étaient alors conjoints collaborateurs. La ferme comptait une vingtaine de vaches. Nous faisons la traite à la main et au pot. » Une structure familiale que les Guilbert vont entreprendre de moderniser pour la faire vivre. Priorité à l'époque pour eux : « Améliorer la qualité du lait et le volume, tout en gardant un troupeau de taille moyenne car nous sommes limités en foncier agricole. » Ils adhèrent dans cette optique à un organisme de contrôle laitier et à un groupement d'étude et de développement agricole (Geda), services qui leur permettent d'obtenir des conseils au fil des années et d'échanger avec des confrères. Les époux choisissent par ailleurs l'entraide avec une ferme voisine pour les travaux des champs. Des avancées qui

permettent la construction d'une stabulation et d'une salle de traite en 1990. Le cheptel passe alors à 40 têtes, puis à 55 en 2015. « En travaillant correctement, et sans compter nos heures, nous nous en sommes sortis. Nous avons traversé les crises de la filière, comme celle de la vache folle », lance Francis Guilbert, en regardant dans le rétro. « Nous avons fait tout ça avec l'ambition de transmettre un jour notre exploitation, poursuit Brigitte. C'est la dernière ferme laitière du village, il est important que la production perdure dans nos campagnes. Toute une économie locale en dépend. »

Porteurs de projets

Les propriétaires de la ferme de l'impasse du Blanc se sont mis en quête de successeurs à la fin de l'année 2021. Malgré les mesures d'anticipation qu'ils ont prises, leur parcours témoigne de la difficulté que représente la cession d'une exploitation. « Nous avons fait estimer les bâtiments, la maison, et mis en vente dans la foulée », expliquent les paysans, en arpentant l'immense cour de ferme pour se rendre aux étables. S'en est suivi « un défilé » de simples intéressés ou de potentiels repreneurs. « Des discussions étaient entamées avec quelques-uns d'entre eux mais n'ont pas abouti, indiquent-ils. Notre idée initiale était d'installer un ou une jeune et de transmettre notre savoir-faire. »

Trois clés pour réussir une transmission

Brigitte et Francis Guilbert tirent les leçons de leur parcours pour une transmission maîtrisée. Leurs conseils :

- S'assurer d'avoir au préalable l'accord de tous les propriétaires fonciers pour céder sa ferme à un tiers.
- Anticiper les démarches administratives avec les organismes dédiés à la transmission-installation et à la retraite (chambres d'agriculture, MSA...).
- Créer une relation de confiance avec le repreneur et l'accompagner dans son projet.

LA QUESTION



La chambre d'agriculture a même organisé une visite sur place, mais ça n'a pas fonctionné non plus avec les porteurs de projets présents. » Face à leurs animaux, devant les enclos qu'ils ont aménagés de leurs mains, Brigitte et Francis Guilbert conçoivent que la reprise d'une ferme laitière aujourd'hui est complexe. « C'est un engagement risqué à plusieurs niveaux, observent-ils. Les marchés, la conjoncture, l'aspect sanitaire, la météo : tout est instable. Il faut avoir un projet clair et batailler dur lorsqu'on veut s'installer en agriculture. » « Il est surtout nécessaire d'aimer les animaux et de se familiariser avec eux, insiste Brigitte, qui a biberonné et soigné chaque veau né ici. Proximité, surveillance et attentions au quotidien sont vitales pour la prospérité d'un élevage ». Si son cœur bat encore pour ses « filles », comme elle appelle ses vaches, le moment de battre en retraite est arrivé pour la sexagénaire et son mari.

« Décrocher pas à pas »

Au bout de trois années de démarches, la ferme a finalement trouvé un repreneur. Il s'agit d'un agriculteur d'une commune voisine. « En attendant de quitter les lieux et durant la passation, nous levons le pied. Nous nous concentrons uniquement sur la traite matin et soir, et laissons l'acquéreur gérer l'alimentation du bétail. L'idée est de décrocher pas à pas, et non de façon trop brutale. » Une manière de tourner progressivement la page de l'élevage pour Francis et Brigitte Guilbert, qui s'y sont donnés corps et âmes. Il leur reste le temps d'un été pour passer en revue et contempler leur troupeau, comme ils l'ont fait chaque jour de leur carrière d'exploitants. Après ce dernier acte, les retraités poseront leurs valises non loin de là, dans une plus petite demeure de Monchy-Breton. « Qu'est-ce qu'on va faire de ce temps libre ? Décompresser, jardiner, aller à la mer... et profiter de nos trois enfants et de notre petite-fille. » Des plaisirs simples pour écrire une nouvelle histoire.

Simon Playoult



Brigitte et Francis Guilbert au milieu de leur troupeau de laitières. Ils ont vu naître et ont nourri chaque veau de leur étable.



Pour Francis Guilbert, la réussite d'un élevage, en particulier lors d'une reprise d'exploitation, repose sur un travail attentif au quotidien, notamment sur l'aspect sanitaire.



Durant la période de passation avec le repreneur de leur ferme, le couple s'occupe de la traite des vaches matin et soir, mais plus de la partie alimentation des animaux.

Mon projet d'agri

Mieux transmettre, MIEUX S'INSTALLER

La vie d'agriculteur est ponctuée d'instant-clés dont les enjeux peuvent être cruciaux. L'installation, la transition et la transmission de leur exploitation font partie de ces moments où il est important d'anticiper et de disposer des meilleures conditions pour faire les bons choix.

Si de nombreux dispositifs existent pour soutenir et accompagner les agriculteurs lors de leur installation, de leur transition ou de la transmission, la multiplicité des sources, des acteurs et des informations peut complexifier leurs démarches. Que ce soit par manque de repreneurs (en 2022, le taux de renouvellement est de 3,4 % – Source : statistiques MSA) ou à cause de la complexité de la démarche, la transmission de leur exploitation est un sujet de préoccupation. Face à ce constat, la MSA a décidé de faciliter l'accès à l'information et de simplifier l'identification des acteurs en développant un module d'orientation : « Mon projet d'agri ». Qu'il s'agisse de l'installation, de la transition ou de la transmission, cet outil est pensé dans une logique de parcours permettant aux professionnels d'avancer pas à pas. Il indique ainsi les démarches à réaliser, les acteurs à contacter pour se faire accompagner et recense les sites web des institutions auprès desquelles les professionnels peuvent s'informer ou effectuer ces démarches. Pour les parcours « transition » et « transmission » par exemple, des calendriers synthétiques de toutes les étapes liées à la réalisation de ces deux projets permettent d'avoir une vision d'ensemble de leur avancée et des démarches qu'il leur reste à accomplir.

Frédéric Fromentin

CHEFS D'EXPLOITATION : INSTALLATIONS EN HAUSSE

13 914
en 2021
(+ 11,4 %)



14 132
en 2022
(+ 1,6 %)

Source : statistiques.msa.fr

France Service Agriculture

Parmi les propositions inscrites dans le projet de loi d'orientation agricole (LOA), débattu à l'Assemblée nationale le 13 mai, les « France services agriculture » ciblent directement la problématique de la transmission/installation.

Ces guichets uniques, portés par les chambres d'agriculture avec les diverses structures d'accompagnement qui existent, auront pour objectif d'« accompagner et suivre les candidats, afin de les identifier et de pouvoir les orienter et les suivre », explique Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. (Les Echos 02/04/2024)



Plus d'infos sur :
monprojetdagri.fr

7 étapes-clés pour RÉUSSIR SON PROJET



S'informer



Définir son projet



Se former



Trouver son exploitation



Concrétiser son projet



Démarrer son activité



Développer son activité



Photos : Coline Lucas / Le Bimsa

1



Farm dating à la landaise

OPÉRATION SÉDUCTION

Le *farm dating* offre une alternative dans l'air du temps pour mettre en relation les agriculteurs en quête de repreneurs et les jeunes désireux de se lancer dans l'aventure agricole. Direction les Landes pour découvrir les protagonistes de cette opération séduction agricole organisée le 24 avril dans une maison familiale rurale (MFR).

« **P**atrick, 68 ans, sympathique et blagueur, exploitant en bio et éleveur de canards cherche une personne passionnée et impliquée pour sa ferme. »

Ceci n'est pas une annonce publiée sur un site de rencontres. C'est pourtant (presque) ce qu'on aurait pu lire sur l'un des écriteaux posés sur l'une des tables de la MFR d'Aire-sur-l'Adour, commune des Landes de 6 200 habitants. Un *farm dating* y a été organisé par la chambre d'agriculture des Landes, en partenariat avec le Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) Adour-Chalosse-Tursan, Agrobio (groupement d'agriculteurs bio) et l'Association pour le développement de l'emploi agricole et rural des Landes (Adear 40). Reprenant le principe du *speed dating* amoureux, le *farm dating* a pour but de proposer des rencontres rapides en tête-à-tête entre des agriculteurs cédant

leur exploitation ou en recherche d'associés et d'éventuels repreneurs intéressés.

Partage d'expériences

Ce jour-là, ce sont trois cédants qui se sont assis autour d'une table attendant de pied ferme un futur repreneur. Enfin... presque ! Cette fois, la rencontre a pris une tournure un peu particulière puisque ce sont de jeunes apprenants à la MFR en métiers de l'agriculture, grandes cultures et polyculture-élevage qui jouent le rôle de potentiels repreneurs. Peu de chances donc pour qu'un « mariage » se noue mais une belle manière de partager des expériences de vie et de projets.

Ce *Farm dating* est d'abord l'occasion pour les jeunes de découvrir d'autres parcours, de se poser des questions, de confronter des expériences, de mûrir leur projet. C'est une

manière de « planter une graine qui germera au fil du temps », comme l'explique Sabine Dauga du conseil départemental des Landes. Elle est là pour présenter l'espace-test Etal 40. Un dispositif d'accompagnement innovant, à destination de futurs exploitants agricoles (lire en page 14 pour en comprendre le principe). Pour Anaïs Balian, conseillère installation et transmission et Philippe Davaud, de la chambre d'agriculture des Landes, qui ont co-organisé l'événement, ces moments de rencontres sont importants dans le parcours des apprenants, même s'ils n'ont pas forcément de projet immédiat d'installation. « Se confronter à d'autres expériences nourrit leur réflexion », notent-ils.

Avec des parcours très différents, les trois cédants ont partagé leurs expériences et répondu aux questions des jeunes toute l'après-midi. Foncier, retraite, enfants qui ne souhaitent pas reprendre l'exploitation familiale... Plusieurs problématiques sont abordées dans lesquelles les élèves déjà investis professionnellement peuvent facilement se reconnaître.

Patrick Darrigade, agriculteur en bio à Pomarez et éleveur de canards, est à la retraite. Avec une petite exploitation comme la sienne, 30 hectares, il conseille aux apprenants de se démarquer. Il a fait le choix du bio et de faire de la transformation. « Avec ce genre de configuration, je préconise par exemple l'élevage de petits ruminants qui permet de fabriquer du fromage de



1 Patrick Darrigade, 68 ans, est agriculteur en bio à Pomarez et éleveur de canards, à la retraite. Il cherche avec sa femme à céder leur exploitation et la maison de 280m² habitables.

2 François et Claudette Lalanne, agriculteurs de 57 et 58 ans à Arboucave préparent leur transmission en prévision de leur retraite en 2027. Ils possèdent 30 hectares de terres agricoles en cultures ainsi qu'une salle de gavage.

3 Guillaume Larrieu, Aire-sur-l'Adour, 36 ans. Éleveur laitier, 18 vaches jersiaises, sur 30 hectares de terrain morcelé. Il cède son exploitation pour acheter des terres en un seul morceau dans le Gers.

4 Les apprenants à la MFR d'Aire-sur-l'Adour ont discuté avec les trois cédants toute l'après-midi.

chèvre ou de brebis et d'avoir une carte supplémentaire en main », note l'agriculteur de 68 ans.

François et Claudette Lalanne, agriculteurs de 57 et 58 ans à Arboucave espèrent trouver un repreneur avant la fin de l'année 2026, dernier délai avant la retraite. Pour l'instant, ils n'ont pas encore vraiment cherché mais sont inscrits au registre de la chambre d'agriculture. Cette rencontre leur permet aussi de concrétiser leur projet de vente.

Pour Guillaume Larrieu, 36 ans, c'est un nouveau défi qui l'a poussé lui et sa conjointe Christelle, à vendre leur ferme à Aire-sur-l'Adour pour en acheter une nouvelle dans le Gers. « Nous avons une petite structure de 30 hectares et des terres dispersées. Nous nous sommes associés à une foncière agricole (NDLR : entreprise à

mission qui facilite l'installation), pour acheter notre nouveau terrain. Nos 40 hectares seront cette fois en un seul morceau. »

Au-delà de l'aspect professionnel, les élèves de la MFR ont pu aussi profiter de conseils donnés par leurs aînés qui dépassent parfois le cadre « professionnel ». Guillaume a par exemple abordé la question du travail en couple. La règle qu'ils se sont fixée est simple : pas de boulot dans l'enceinte de la maison (et tourner sept fois sa langue dans sa bouche avant de parler !). On parle de *speed (farm) dating* non ?

Des projets à bâtir

Certains ont déjà un projet bien défini, comme Pierre, 19 ans, qui a déjà fait deux ans de menuiserie. Pour lui, tout est déjà planifié : il reprendra d'abord la ferme de son patron. Puis, quand ses parents partiront eux aussi à la retraite, il reprendra les terres familiales pour continuer le maraîchage, la production de fraises et de melons. Le clou du projet « récupérer la maison de mes grands-parents au milieu des terrains et la retaper pour en faire des logements pour les personnes en difficulté ou en réinsertion », explique ce jeune motivé.

Pour d'autres, les projets sont plus flous. Certains savent qu'ils vont reprendre l'exploitation familiale, d'autres n'ont pas de parents dans

le milieu agricole et devront trouver une exploitation hors-cadre familial, d'autres encore parlent de s'associer...

Dans les Landes, élus, associations et organismes se sont mis autour de la table pour faire avancer les problématiques agricoles du territoire et organisent des comités de pilotage pour faciliter l'échange entre cédants et repreneurs. « Depuis deux ans, des cafés paysans sont montés sur toute la région », explique Sophie Ducher de l'Adear 40, l'Association régionale pour le développement de l'emploi agricole et rural. Mise en relation, médiation, accompagnement à l'installation... Pour Matthieu Duchaussoy, chargé de développement économique du Pôle territorial. « Tous les acteurs du secteur marchent main dans la main pour répondre aux besoins existants et les élus s'impliquent sur ces problématiques. On se rend compte de l'importance d'un travail collectif. »

Coline Lucas

« Travailler pour faciliter la transmission est essentiel. Préparer les départs à la retraite et accompagner les futurs installés est au cœur de nos préoccupations. »



Christian Bergerot, président de la MSA Sud Aquitaine



©Alexandre Roger/Le Bimsa

Cléa Chevalier, Laura Peretti, Valérie Ceccarelli et Émeline Lavaud cultivent des légumes, des fleurs et de l'entraide sur un espace-test situé à Ajaccio, en Corse.



Couveuse agricole 100 % femmes

Se tester avant de S'INSTALLER

Laura Peretti, Émeline Lavaud, Cléa Chevalier et Valérie Ceccarelli tentent l'aventure agricole dans un espace-test 100 % féminin situé à la sortie d'Ajaccio, en Corse.

Un cocon qui permet de se lancer en minimisant les risques. Soutien humain et matériel, ainsi qu'un lien étroit avec les acteurs locaux font de la formule une réussite et un filet de sécurité pour faire le grand saut vers l'installation.

« Lorsque j'ai découvert l'existence d'un espace-test agricole dans la communauté d'agglomération du Pays ajaccien (Capa), j'ai sauté sur l'occasion, se souvient Laura Peretti. À l'époque, je travaillais à la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM). » Un emploi de bureau du genre alimentaire pour la jeune femme de 35 ans passionnée par l'agriculture. Elle ne conçoit son quotidien professionnel que les mains dans la terre et au grand air, le visage caressé par le mistral et le libeccio, deux vents qui soufflent sur le littoral Corse. « L'agriculture m'a rappelée à elle. Pour moi, c'était l'occasion de gérer un terrain comme je l'entends. Je me suis dit que j'allais enfin pouvoir faire comme les grands », sourit l'Ajaccienne.

En faisant visiter, entre deux averses de printemps, sa future parcelle entourée d'arbres centenaires avec vue de rêve sur la baie d'Ajaccio et en désignant des rangs de légumes joufflus encore imaginaires, la jeune femme rayonne. Elle quittera le champ mis à disposition par la communauté d'agglomération dans moins d'un an. Elle y cultive depuis deux ans 2 500 m² en pleine terre et 100 m² de serre dans laquelle les légumes sont bien réels : des carottes, des oignons blancs et des choux pointus 100 % bio tapissent la terre grasse et très fertile de ce petit paradis du maraîchage situé à la sortie de la plus grande ville de la Corse. « Je m'éclate, la bulle protectrice de l'espace-test me permet de tester des cultures. » Ce cocon économique permet en effet de démarrer progressivement une activité de production sur un terrain mis à disposition (par une collectivité, un agriculteur, une association...) dans le cadre juridique, fiscal et comptable d'une couveuse, pour une période d'un an renouve-

lable deux fois. Les testeurs signent un contrat d'appui au projet d'entreprise qui leur apporte un statut et une protection sociale.

Une fois lancée, Laura Peretti ne veut pas faire de compromis avec ses valeurs : vendre à des prix accessibles à tous des produits sains. « Quand la MSA de la Corse m'a proposé de participer à l'opération des paniers solidaires, j'ai tout de suite accepté et je souhaite continuer de m'y investir. » Par le biais de ce dispositif, le régime de protection sociale agricole et ses partenaires viennent en aide aux travailleurs aux revenus modestes en subventionnant des produits locaux.

Sa voisine de champ, Valérie Ceccarelli, elle aussi testeuse, a un parcours très différent. « J'ai grandi dans le milieu agricole, mais toute ma vie, j'ai fait autre chose. À 48 ans, je me disais que c'était trop tard mais mes enfants m'ont poussée à tenter ma chance. » Après des années à travailler auprès d'enfants puis de nuit dans un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, la mère de famille a enfin trouvé sa place. Elle imagine son projet agricole comme une passerelle entre sa nouvelle et ses anciennes vies professionnelles. Elle veut ouvrir sa future exploitation aux personnes âgées et aux plus jeunes pour les initier aux techniques du maraîchage. Novice ou presque, elle fera, comme ses consœurs testeuses, son expérience sur le terrain prêté par la Capa pendant un an, renouvelable deux fois. Elles sont accompagnées dans cette aventure par les professionnels de la création d'entreprise pour la partie gestion et par des spécialistes du maraîchage pour la partie technique. Ce n'est pas un hasard car ces futures entrepreneuses du vivant se doivent de réussir sur les deux tableaux pour s'installer puis pérenniser leur future

exploitation. Des conseillers en protection sociale de la MSA de la Corse accompagnent également les cheffes d'entreprise pour leur permettre une future installation dans la sérénité.

Émeline Lavaud, 33 ans, ingénieure agronome, aurait pu faire une jolie carrière en tant que chargée de missions à la Direction régionale de l'agriculture et de la forêt d'Ajaccio. Mais cette aventurière dans l'âme a entendu elle aussi l'appel de la terre même si sa vie professionnelle a commencé dans la mer, dans une ferme perlière, installée en Polynésie française. La jeune femme a aussi enseigné dans un lycée agricole et consolidé sa technique en maraîchage comme ouvrière agricole. « *Je me lance dans l'idée de produire des aliments de qualité pour nourrir la population tout en respectant l'environnement, soutient celle qui entame ses premiers semis. Être aux commandes de mon exploitation me permettra de faire mes propres choix économiques et agronomiques et de les mettre en accord avec conviction.* »

Jardin nourricier et fleurs à couper

Cléa Chevalier, 32 ans, se lance dans un projet alliant jardin nourricier et fleurs à couper, aromatiques et médicinales. Diplômée d'un Bachelor en gestion et commerce, elle a débuté sa carrière à Paris au sein de Care France, une organisation non gouvernementale internationale luttant contre l'extrême pauvreté dans le monde. « *La plupart des projets pour lesquels je cherchais des financements étaient de nature agricole et souvent portés par des femmes,* souligne la testeuse. *J'adorais faire ce métier, mais je trépassais derrière mon bureau à Paris alors j'ai décidé de tout quitter pour aller faire du woofing dans des fermes en France [NDLR : programme d'échange de travail en milieu rural en échange du gîte et du couvert].* » Parallèlement, sa passion pour les fleurs s'est révélée. « *Aujourd'hui, en France, 80 % des fleurs sont importées, s'insurge Cléa Chevallier. Elles transitent principalement par les Pays-Bas, mais sont pour la plupart produites dans les pays du Sud comme l'Équateur, ou le Kenya, sur des centaines d'hectares traités avec des produits phytosanitaires interdits en Europe depuis plus de 30 ans.* »

Celle qui a aussi exercé le métier de fleuriste pendant deux ans à Ajaccio prévoit de cultiver une vingtaine d'espèces aux côtés de ses légumes, comme le zinnia et le dahlia, trop fragiles pour être transportées sur des milliers de kilomètres : « *Il y a une complémentarité entre le monde des fleurs et celui du maraîchage. La rose d'Inde est par exemple utilisée en permaculture pour ses propriétés bénéfiques pour les tomates.* »

Complémentarité et synergie entre espèces, autrement appelée technique du compagnonnage. Une expression qui sied parfaitement au jardin de Laura, Émeline, Cléa et Valérie et auquel il serait urgent de trouver un synonyme féminin.

Alexandre Roger



Article complet sur
lebimsa.fr

60 % de sorties positives



« *Il existe 60 espaces-tests au niveau national, un seul en Corse, le nôtre, explique Cécile Bianchi, directrice de l'identité rurale, agricole et de l'alimentation durable à la communauté d'agglomération du Pays ajaccien (Capa). Il permet à des porteurs de projets qui souhaitent en priorité s'installer en agriculture*

biologique de tester le maraîchage en bénéficiant d'un accompagnement et de matériel pour une durée de un à trois ans sur une parcelle mise à disposition par la Ville d'Ajaccio. La Capa s'est appuyée sur le Réseau national des espaces-test agricoles, Reneta, pour construire son projet qui priorise les candidatures des femmes, des jeunes, des personnes à faibles revenus et non issues du milieu agricole. Nous démarrons la deuxième génération de testeurs. Nous avons un taux positif de sortie à 60 % et n'avons jamais eu d'espace vide depuis sa création. Cela fait trois ans qu'on expérimente le dispositif des paniers solidaires avec la MSA de la Corse. Il a permis de trouver des débouchés pour certains de nos testeurs tout en apportant une aide alimentaire à un public bénéficiaire de certaines prestations sociales. On espère aller plus loin avec un Projet alimentaire territorial à l'intérieur duquel on souhaite expérimenter une sécurité sociale alimentaire. Parce qu'on a perçu au travers des paniers solidaires un besoin important auprès de populations fragiles. Il prévoirait le conventionnement d'agriculteurs locaux qui seraient au cœur du projet. »

Un projet dans l'agglomération niçoise

Afin de favoriser la transmission des exploitations, un partenariat a été noué dans le cadre du Projet alimentaire territorial (PAT) de la métropole Nice Côte d'Azur avec la MSA Provence Azur. La caisse azurienne est en train de prendre contact, via un courrier personnalisé, avec 70 exploitants agricoles de ce territoire, proches de l'âge théorique de départ à la retraite, pour leur présenter le dispositif d'espace-test agricole dans le but de les accompagner dans la transmission de leur exploitation.

Elle propose, pour ceux qui le souhaitent, que cette expérimentation se fasse au sein d'une exploitation existante. Cela permet au porteur de projet de se lancer en réduisant les risques et en étant accompagné sur le plan de l'entrepreneuriat mais aussi sur le plan technique. La caisse proposera également aux testeurs d'être accompagnés par un conseiller en prévention des risques professionnels.



© Julien Froment/CCMSA Image

Jean-François Fruttero, président de la MSA :
« La crise a mis en lumière une certaine exaspération de nos ressortissants envers la charge administrative. Nous devons prendre en compte et entendre cette réalité. »



© Sylvain Gambon/CCMSA Image

Anne-Laure Torrésin, directrice générale de la Caisse centrale de la MSA :
« Nous devons utiliser les nouvelles technologies, pour faciliter l'accès au droit, détecter les situations de mal-être ou de difficultés économiques tout en gardant du lien humain sur les territoires. »

Jean-François Fruttero et Anne-Laure Torrésin

Deux nouveaux visages À LA TÊTE DE LA MSA

Anne-Laure Torrésin, directrice générale de la Caisse centrale de la MSA, et Jean-François Fruttero, président de la MSA, forment depuis avril avec Thierry Manten, premier vice-président, un nouveau trinôme à la tête de la CCMSA. Ils livrent en exclusivité leur vision d'une protection agricole ancrée dans son temps et passent en revue les défis qui les attendent.

Pouvez-vous nous parler de votre parcours et de ce qui vous a motivés à accepter ces postes et les défis qui vont avec ?

Anne-Laure Torrésin. Mon parcours est 100 % MSA. J'ai intégré le régime agricole il y a plus de 20 ans à la sortie de l'École nationale supérieure de Sécurité sociale. Ce qui m'a toujours motivée, c'est à la fois le défi que représentaient mes nouveaux postes au fil de mon parcours, mais aussi le sentiment d'être utile et d'apporter quelque chose, en particulier aujourd'hui en tant que directrice générale de la caisse centrale. J'ai

le souhait de porter et de défendre les valeurs du régime. Nous sommes dans une période charnière, avec des enjeux importants autour des élections MSA et des négociations de la prochaine convention d'objectifs et de gestion signée avec l'État tous les cinq ans. Dans ce contexte, je souhaite renforcer ce grand collectif composé de la caisse centrale et de tout le réseau, pour porter nos ambitions pour demain.

Jean-François Fruttero. Je pense qu'accepter un poste comme celui-ci est la continuité de mon parcours comme responsable dans différentes organisations professionnelles agricoles

depuis 25 ans. Un parcours classique de militantisme dans le syndicalisme, au sein de la chambre d'agriculture et dans la filière viticole. Au fil de nombreuses crises, j'ai été sensibilisé au regard que l'on porte sur son voisin en difficulté et au besoin d'accompagnement humain. Je suis convaincu que l'on n'arrive pas à la MSA par hasard. On y arrive parce qu'on est porteur de valeurs fortes, fondées sur la bienveillance et la volonté d'accompagner celles et ceux qui en ont besoin. J'y ai également découvert une institution qui va vers l'autre et qui ne laisse personne au bord du chemin, je suis très attaché à cela. Je nourris de grandes ambitions pour elle. Nous sommes à

la tête d'un modèle original qui nous permet de prendre en charge nos ressortissants dans les meilleures conditions possibles. Avec notre guichet unique, quelle que soit la porte d'entrée, nous avons la capacité de répondre à leurs préoccupations.

Quel rôle doit jouer la MSA sur les territoires ?

J-F.F. Nous avons la chance d'avoir un modèle à taille humaine fondé sur une démocratie locale avec des représentants élus sur leur territoire. Je crois beaucoup en ce modèle de représentation et dans le portage partagé des actions entre les délégués, les salariés et les agents de direction.

Nous avons un rôle majeur à jouer en termes de représentation, de soutien, de pédagogie et d'explication des mesures et des décisions prises par le législateur. Notre double identité d'organisme de protection sociale et d'organisation professionnelle agricole reflète l'esprit même de notre modèle.

En tant qu'organisme de protection sociale, nous avons la responsabilité régalienne de mettre en œuvre les politiques publiques. Parallèlement, en tant qu'organisation professionnelle agricole, nous travaillons en collaboration avec différentes structures sur les territoires pour accompagner et prendre en charge nos populations et contribuer à leur bien-être.

Quelle est votre ambition pour la MSA ?

A-L.T. Nos ambitions sont nombreuses et je pense que nous avons démontré, au fil du temps, notre faculté à nous mobiliser pour relever des défis complexes. Je n'ai aucun doute quant à notre capacité à transformer nos ambitions en réalité.

Notre maillage territorial est très dense, ce qui fait véritablement partie de la richesse du régime agricole. Nos agences, nos lieux d'accueil ainsi que le réseau de nos délégués couvrent tout le territoire.

Nos travailleurs sociaux, nos préventeurs et les salariés de la MSA se déplacent pour être au plus près des entreprises et des populations.

Tout cela garantit une réelle proximité et assure que la MSA continue à offrir un accompagnement lorsque cela est nécessaire.

Il s'agit d'un élément clé de notre positionnement, réaffirmé dans les orientations de notre futur plan stratégique MSA 2030. De plus, en vertu du code rural et de la pêche maritime⁽¹⁾, nous avons la particularité d'intervenir directement dans les territoires ruraux au-delà de la seule population agricole. Cette reconnaissance par la loi nous permet d'entreprendre des actions sociales et de prévention santé au plus près de l'ensemble des résidents de ces espaces. La MSA est déjà engagée dans cette démarche, mais je pense que nous pouvons aller encore plus loin. C'est également ce que nous avons porté à travers les France services. La MSA est le seul régime de sécurité sociale à être porteur de ces structures qui fournissent des services et un accès au droit à ceux qui vivent isolés.

Par ailleurs, il est essentiel pour la MSA, en tant que régime agile et capable d'innovation, de rester à la pointe sur certains sujets et de continuer à innover. Nous devons utiliser les nouvelles technologies, telles que l'intelligence artificielle, pour faciliter l'accès au droit, détecter les situations de mal-être ou de difficultés économiques, tout en maintenant le lien humain de proximité.

J-F.F. Notre ambition est de renforcer notre réseau. Cela signifie regarder droit et loin devant, tous ensemble. Nous sommes en train de finaliser le plan stratégique MSA 2030 qui porte notre ambition pour les cinq prochaines années. Il est important de nous concentrer sur notre objectif principal : nos ressortissants. Ils doivent être en permanence notre seule boussole. Nous parlons beaucoup de la qualité du service rendu à nos adhérents, mais je crois que nous devons également collectivement promouvoir la pédagogie autour de la protection sociale, expliquer notre rôle, nos fondamentaux. Il faut resserrer les liens entre nos ressortissants et l'institution.

Quelles réponses peut apporter la MSA à la crise agricole ?

J-F.F. Il est crucial de répondre aux défis de simplification de demain. La crise a mis en lumière les préoccupations actuelles, notamment une certaine exaspération de nos ressortissants envers la charge administrative. Nous devons prendre en compte et entendre cette réalité à tous les niveaux, en portant haut l'enjeu de simplification, de décomplexification et d'allègement.

De plus, nous devons réfléchir en collaboration avec nos partenaires des autres organisations professionnelles



Jean-François Fruttero : on se dit presque tout

Une personnalité que vous admirez ?

Ce n'est pas une mais à plusieurs personnes à qui je veux rendre hommage. Mes grands-parents et arrière-grands-parents sont arrivés d'Italie, il y a plus d'un siècle. Ils ont fait le choix de la France en raison de la montée du fascisme dans leur pays, ce qui force le respect. Ils ont pris le risque de se déraciner. Ils ont fait corps avec leur nouveau pays, se sont fait naturaliser très rapidement et ont combattu pour leur nouvelle patrie. C'est aussi pourquoi je suis très attaché à la construction européenne, car je pense que c'est un espace de paix et de stabilité dont nous avons plus que jamais besoin aujourd'hui.

Un événement qui a changé votre vie ?

Quand j'ai commencé à militer au centre départemental des Jeunes agriculteurs de la Dordogne en 1998, l'année où j'ai également rencontré ma femme. Ce choix m'a amené au poste que j'occupe aujourd'hui. Au-delà du syndicalisme, on y forge des relations qui durent, on s'y fait des copains, on y construit des liens très forts. L'engagement change la vie. C'est un choix assumé, mais dans la prise de décision pour accepter une fonction, ce sont des choses qu'il faut prendre en compte et décider en famille, car nécessairement, on fait des sacrifices et ce n'est pas toujours facile.

agricoles à des sujets tels que la souveraineté économique et alimentaire. Nous devons participer activement à ces discussions de manière transparente et engagée.

A-L.T. Au fil du temps, nous avons développé des dispositifs propres à la MSA, offrant des réponses sur mesure aux besoins spécifiques des personnes et des territoires. Forts de notre savoir-faire, nous devons proposer des solutions toujours plus adaptées. Nous travaillons déjà sur des pistes concrètes de simplification et sur la construction d'offres personnalisées. Nous sommes engagés dans une phase d'accélération de nos réponses aux besoins.



Interview complète
à retrouver sur
lebimsa.fr

Les élections MSA sont prévues du 5 au 16 mai 2025. En quoi ce modèle démocratique est-il un atout ?

J-F.F. C'est très clairement un atout, car c'est l'incarnation même de notre modèle. Les élections représentent un moment démocratique crucial qui permet de renouveler l'ensemble de nos représentants. Cela a du sens car nos délégués ne sont pas des personnes désignées par un quelconque canal étatique, ce sont véritablement des individus élus sur leur territoire pour ce qu'ils sont, pour ce qu'ils représentent et pour ce qu'ils sont capables d'apporter. Je tiens donc à rendre hommage au travail de ces personnes engagées et à réaffirmer ma conviction quant à la pertinence de ce système électif.

A-L.T. C'est un modèle qui suscite beaucoup d'envie dans le monde de la sécurité sociale, car la MSA a conservé l'esprit originel des pères fondateurs. Le Conseil national de la Résistance⁽²⁾ avait imaginé une sécurité sociale dont les représentants étaient élus par leurs propres ressortissants. La MSA a su maintenir ce modèle électif dans le temps, ce qui est vraiment un signe fort de vitalité démocratique pour

notre régime. Le changement tous les cinq ans à travers l'organisation de ces élections est un moment majeur pour la vie de l'institution, un moment qui nous relie à nos adhérents. L'objectif principal est de redonner la parole à nos ressortissants, afin qu'ils puissent, à travers leur vote et leur niveau de participation, témoigner de leur attachement à la MSA.

Un mot sur Pascal Cormery et François-Emmanuel Blanc à qui vous succédez ?

J-F.F. Mon ambition n'est pas de remplacer, mais véritablement de succéder au président Cormery et de donner une nouvelle impulsion. Dans sa décision de mettre fin à son mandat, il a réellement privilégié l'intérêt de l'institution pour faciliter une transition en douceur et ainsi permettre de nourrir une nouvelle ambition, notamment en vue des prochaines élections, et pour entamer les négociations de la prochaine convention d'objectifs et de gestion avec nos ministères de tutelles.

Avec Anne-Laure Torrésin, nous avons aujourd'hui la chance de prendre nos fonctions ensemble, de manière très concomitante, ce qui envoie un signal de renouvellement, de changement et d'ambition au réseau.

A-L.T. Je tiens à rendre hommage à François-Emmanuel Blanc, à qui j'ai l'honneur de succéder, pour son engagement sans faille envers le régime. Il a impulsé une dynamique de réinvestissement dans les questions de santé et d'accès aux soins, apportant ainsi une contribution significative dans ces domaines. Je tiens donc à saluer son travail et son dévouement envers la MSA.

Propos recueillis par
Alexandre Roger

(1) L'article L. 723-1 du Code rural et de la pêche maritime confère à la MSA des missions spécifiques en matière de protection sociale agricole et de développement rural.

(2) Adoptée le 22 mai 1946, la « loi Laroque » établit les principes fondamentaux du système de sécurité sociale français, notamment l'universalité de la protection sociale, la gestion paritaire et la solidarité entre les travailleurs.

Anne-Laure Torrésin : on se dit presque tout

Une personnalité que vous admirez ?

Marie-Thérèse, ma grand-mère maternelle, car j'étais très proche d'elle. C'est une figure qui a beaucoup compté pour moi. Elle a fait des choix forts, notamment en décidant de travailler très tôt, malgré le fait qu'elle ait eu beaucoup d'enfants. Pendant la dernière guerre mondiale, elle a caché des personnes de confession juive originaires de Belgique, qu'elle a réussi à sauver. Elle était animée d'une forte conviction humaniste et d'émancipation féminine, et cela m'a beaucoup inspirée. Dans une grande famille où il y avait une dizaine de petits-enfants, j'étais la seule petite-fille, ce qui me donnait une place un peu particulière. Jusqu'à sa mort en 2021, nous avons toujours entretenu des liens très forts.

Un événement qui a changé votre vie ?

L'arrivée de mes enfants. Cela a été un bouleversement très fort, comme pour tout le monde, je suppose. Mais je trouve que lorsque l'on devient parent, notre regard sur le monde change radicalement. La force des enfants réside dans le fait qu'en les voyant grandir, ils nous font également grandir grâce à leurs interrogations. Parfois, ils nous poussent dans nos retranchements en nous obligeant à remettre en question ce que nous pensions être solide et acquis. Devenir mère a été un élément qui a changé mon regard sur le monde et sur la manière dont je fixe mes priorités.

VOUS AVEZ UN PROJET ? MAIS AUSSI PLEIN DE QUESTIONS ?

Que vous ayez **un projet d'installation, de transition ou de transmission** de votre exploitation agricole, il est parfois difficile de s'y retrouver. Pour bien préparer votre projet et y voir plus clair, **MON PROJET D'AGRI** est l'outil en ligne qu'il vous faut.

MONPROJETDAGRI.FR





Photos : Simon Playoult / Le Bimsa



Graines d'éleveurs

DES ÉLÈVES AUX MAINS DE MAÎTRES

Venues de toute l'Auvergne, des graines d'éleveurs se sont rencontrées au lycée agricole Brioude-Bonnefont de Fontannes, en Haute-Loire (43), pour la finale du concours de manipulation et contention des bovins. Organisée par la MSA, la journée a pour but de promouvoir les techniques d'approches des troupeaux en vue de réduire les risques d'accidents liés à leurs contacts.

En mode champions. Ils arrivent avec leur *team*. Un accompagnateur, un suppléant, et quelques supporters rejoignent rapidement la troupe. Dans l'arène, neuf élèves sélectionnés par leurs établissements scolaires respectifs ont participé au dernier carré de ce challenge d'élevage, le 21 mars dans le Brivadois. Quatre épreuves majeures attendent les lycéens lors de ce rassemblement interdépartemental combinant compétition et prévention.

Savoir faire le tri

Le rendez-vous est fixé à 9 heures dans l'immense cour du campus Bonnefont, niché sur les bords de l'Allier. Pendant que les participants enfilent cottes et bottes, le jury, réuni

en quorum dans une salle de classe, s'harmonise sur le règlement, le mode de notation et lance le concours. « Nous allons désigner de manière aléatoire les animaux que les élèves devront repérer dans l'étable, grâce aux numéros présents sur les boucles d'oreilles, puis manipuler durant le concours », indique Sébastien Paquet, responsable du service de prévention des risques professionnels à la MSA Auvergne. Les concurrents tirent ensuite au sort les chiffres symbolisant les vaches qu'ils auront à manœuvrer et mettent le cap vers la stabulation du lycée.

Les premiers candidats à entrer dans les parcs détectent en un tour de main les matricules des trois bovins qui leur sont attribués. Toute la difficulté est alors de les diriger vers un point donné. « Les vaches bougent beaucoup et sont un peu nerveuses lorsqu'elles se

sentent coincées, souligne Lilian Thomas, élève de Bac pro conduite et gestion de l'entreprise agricole (CGEA). C'est dans ce genre de moment qu'il faut être prudent : glisser ou tomber au milieu de ces animaux imposants peut s'avérer très dangereux, prendre un mauvais coup ou se faire bousculer. » C'est bien pour faire prendre conscience de ces risques aux futurs éleveurs que le concours a été créé par la MSA.

Contention et traitement

Guidés à bout de bras par les jeunes candidats, les bovins prennent la direction d'un couloir de contention. L'objectif est d'y faire entrer les trois animaux et de leur administrer un traitement buccal au moyen d'un pistolet. « Ce n'est pas simple, il faut veiller à ne pas brusquer la vache et donc être efficace et rapide pour réaliser le soin », s'exclame Geoffrey Jouve, du lycée agricole George-Sand d'Yssingeaux. « Durant cet exercice, l'important est d'opérer en sécurité, souligne André Peyronnet, délégué de la MSA Auvergne et membre du jury. Tous



Photos et vidéos du concours sur : lebimsa.fr



les éléments favorisant l'avancée des animaux [NDLR : corridor de passage, barrière poussante] doivent être pris en compte afin de limiter les aléas dans cette zone. Il s'agit de protéger la vache et la personne. » Les élèves travaillent ainsi leurs automatismes en œuvrant avec une posture adaptée (dos, épaules, poignets).

Capture et attache

Pour la troisième épreuve, les lycéens coiffent leur chapeau de cowboy. Ils doivent concevoir un lasso artisanal à l'aide d'une longue corde et d'une perche puis attraper un animal désigné avant d'attacher celui-ci à un poteau. « Ce mouvement que nous jugeons a, là encore, pour but de mettre le bovin en sûreté au moyen d'un dispositif anti-étranglement ou licol d'attache », précise Yves Favain, membre du jury et formateur en manipulation des animaux à l'Institut de l'élevage. Pour la plupart des adversaires auvergnats, cette étape est de loin la plus complexe du concours. « Néanmoins, cet apprentissage permet de responsabiliser les élèves sur les dangers qui les entourent au sein d'un élevage, et ceux-ci sont constants, notamment lorsqu'on approche les bovins », tient à rappeler Jean-Louis Flagel, élu MSA.

Jeu de mains

L'ultime manège des étudiants consiste à détacher l'animal. Le tout en s'assurant que ce dernier rejoigne

1 Les participants tirent au sort les numéros de vaches qu'ils auront à manipuler.

2 Reconnaissance du parcours avant les épreuves par les candidats en lice.

3 Lilian Thomas, du lycée agricole de Fontannes, lors de la périlleuse phase d'attache de l'animal.

4 Geoffrey Jouve, du lycée agricole George-Sand d'Yssingeaux, administrant un traitement buccal.

bien le reste du troupeau avant de refermer l'enclos et de ranger le matériel utilisé. Les élèves sont notés puis classés en fonction de leur temps de passage, leur comportement, leur jeu de mains, et particulièrement sur l'application des bons réflexes à avoir pour exercer leur activité.

« Ces gestes en faveur du bien-être animal font partie du quotidien des agriculteurs, il est nécessaire pour les nouvelles générations de les intégrer le plus tôt possible pour éviter toute imprudence, souligne Jean-François Besson, directeur du lycée agricole Brioude-Bonnefont. L'établissement public est situé à Fontannes, une commune de Haute-Loire de 880 habitants. Nous sommes en liens étroits avec les équipes de la MSA pour réaliser chaque année des actions santé de ce type. » Sur le plancher des vaches, passion et prévention font bon ménage.

Simon Playout

3 questions à...
Marc Gayot, 17 ans,
vainqueur du concours



Peux-tu te présenter en quelques mots ?

Je suis en première, Bac pro conduite et gestion de l'entreprise agricole au lycée agricole de Rochefort-Montagne, dans le Puy-de-Dôme. Je me forme au métier d'éleveur avec l'ambition de reprendre une exploitation.

Pourquoi as-tu participé et quelles sont tes impressions ?

J'ai participé pour relever un challenge. On n'a pas toujours la notion de toutes les règles de sécurité à prendre en compte dans un élevage, ce concours est un bon rappel. C'est une belle expérience. Avec le public, les vaches sont un peu plus stressées qu'en conditions normales, le plus dur est donc de les approcher, surtout que nous n'avons que 20 minutes pour réaliser les quatre épreuves.

Comment vois-tu ton avenir dans l'agriculture ?

Je souhaite m'installer sur la ferme de mes grands-parents. C'est un élevage allaitant situé en Saône-et-Loire.



Aidants/aidés

Un bistrot qui DÉAMBULE

Un bistrot ambulant pour les aidants et les aidés, une idée saugrenue ? Dans une région où les cafés se font rares et pour lutter contre leur isolement, la MSA Ain-Rhône et ses partenaires proposent une alternative originale : partager des activités dans des lieux conviviaux tels que des restaurants, troquets ou salles des fêtes du pays bellegardien.

Aujourd'hui, et comme tous les mois, Marguerite et son aide à domicile, Odile, partagent un moment privilégié. C'est le jour du Bistrot ambulant. Une date attendue avec impatience par cette ancienne éleveuse de vaches laitières de 82 ans qui a affiché les prochaines dates sur son frigo. « À chaque fois qu'on vient, elle me parle de l'événement pendant tout le trajet, s'amuse Odile qui accompagne Marguerite dans sa vie courante. Avec les courses, ce sont ses seuls moments de sortie et de rencontres ». C'est l'occasion de changer un peu ses habitudes. « C'est un moment à nous, ça renforce les liens », confie Odile. Le concept vise à proposer aux aidants et aux

Dix rencontres par an

Le Bistrot ambulant a vu le jour grâce à la charte territoriale des solidarités avec les Aînés du Pays bellegardien, initiée et conduite par la MSA Ain-Rhône, en partenariat avec la communauté de communes et les autres acteurs gérontologiques.

Il est un lieu itinérant d'échanges dans le Pays bellegardien, pour les aidants et les personnes dont ils s'occupent. Il propose un cycle annuel de dix rencontres.

Après les premières séances de cette année pendant lesquelles ils ont pu cuisiner ou encore être apaisés par la présence des animaux, les projets à venir sont aussi attirants. Parmi les activités proposées pour les prochaines dates : partager une séance de gym adaptée, de la musique et des chants au moment de la fête de l'été, des jeux de société, créer ensemble avec une art-thérapeute... et bien d'autres occasions de passer un bon moment !



© Coline Lucas/Le Bimsa

aidés de se réunir dans des restaurants, cafés ou des salles des fêtes de la région. Une rencontre qui se veut conviviale et qui permet à ces binômes de retrouver des instants de joie et de complicité devenus parfois rares à cause de la maladie. Ils sont au nombre de cinq ce 11 avril, à la salle des fêtes de Montanges, dans l'Ain.

Lors du dernier événement, les participants ont pu partager un moment complice avec des petits animaux. Cette fois, c'est une conteuse qui est venue partager ses récits : *Le maître du jardin*, *L'apparition de la nuit...* des contes traditionnels et oraux que Claire, de l'association Les Voix du conte, adapte au fil des années ou selon le moment, parfois accompagnée de sa guitare, de son kalimba (instrument de musique composé de petites lamelles de métal d'Afrique subsaharienne) ou de son accordéon. Une parenthèse poétique et rythmée qui fait oublier le temps d'un instant aux participants – participantes en l'occurrence – leurs soucis.

Faire remonter des souvenirs heureux

Et puisqu'un binôme fonctionne à deux, l'intervenante a prévu un temps d'écriture et de travail de la mémoire qui s'adresse autant aux accompagnantes qu'aux participantes. La consigne : raconter un petit plaisir du quotidien, « un rayon de soleil, un petit rien mais qui fait tellement de bien », précise Claire. Un exercice qui peut sembler compliqué pour ces personnes qui sont souvent affaiblies au



Le 11 avril, Claire, de l'association Les Voix du conte, a créé un moment poétique et hors du temps à la salle des fêtes de Montange dans l'Ain.

niveau neurologique et qui peuvent avoir des problèmes de mémorisation. Pour la comédienne, pas d'inquiétude : « *Je m'adapte au public pour lequel j'interviens* ».

L'invitation, après un court moment de perplexité, donne rapidement des idées à tout le monde. Les phrases fusent : « *Moi ce que j'aime c'est le printemps ! Les fleurs qui commencent à éclore, les oiseaux qui chantent... Et les cascades !* », s'exclame Marguerite. Une autre dit « *J'aime bien lire et écrire* », ou encore « *Le chocolat !* », s'exprime une autre voix. « *Ma joie, c'est de voir tous les jours Monique, mon aide à domicile* », plaisante Florence. Une blague certes, mais qui révèle bien la complicité qui s'est nouée entre les deux femmes : puis, elle se rappelle son voyage à Jérusalem qui l'a marquée. « *Une ville magique !* » Quant à Ana, une des choses qu'elle aime faire, c'est de s'occuper de ses plantes et de ses fleurs sur son balcon ou de faire des gâteaux pour ses invités.

Exercice réussi. Chacune se remémore un bon souvenir, celui qui donne le sourire. Les personnes échangent des anecdotes, les rires fusent, l'émotion aussi. Parmi le brouhaha des échanges, l'atmosphère est bon enfant et le but semble atteint : chacune passe un bon moment.

Les aides à domicile profitent elles aussi de ces moments de partage. C'est l'occasion pour elles de se retrouver. Alors « *Tout de bon !* » pour le Bistrot ambulante, comme on dit en Suisse, frontalière du pays bellegardien.

Coline Lucas



Soutien solidaire

DES PANIERS QUI FONT LA DIFFÉRENCE

La MSA Beauce Cœur de Loire a noué à la fin de l'année dernière un partenariat « paniers solidaires » avec trois structures d'insertion par l'activité économique. L'objectif est de permettre à des personnes en difficulté de bénéficier de légumes frais, locaux et à prix réduit.

Pour Coralie David de Soli-bio Eure-et-Loir (jardin d'insertion sociale et professionnelle par le maraîchage en agriculture biologique), les premiers bénéficiaires de ces paniers solidaires ont été leurs salariés en insertion. Elle dresse aujourd'hui un premier bilan de l'opération. « *Depuis la mise en place de ce partenariat, la majorité de nos salariés en insertion y ont souscrit et prennent un panier chaque semaine. Ni les accompagnants ni moi-même ne nous attendions à un tel engouement. C'est valorisant pour eux de consommer les légumes qu'ils produisent. De plus, ils bénéficient des ateliers cuisine animés par nos propres salariés également en insertion, ce qui crée une vraie dynamique d'équipe. Au-delà de la simple livraison de légumes, il y a de nombreux effets secondaires positifs tels que la reconnaissance de leur travail.* »

Valorisation des individus

Timothée Huck, des Jardins de la Voie Romaine, dans le Loiret, ajoute : « *Ils constituent une aide alimentaire non discriminante. Les bénéficiaires disposent de leur panier comme les autres adhérents. Ces personnes sont intégrées au-delà de l'aide alimentaire puisqu'elles bénéficient de la dynamique collective de l'association. Nous organisons des ateliers cuisine, de l'apiculture, mais également des concerts, des spectacles, du théâtre.* » Certaines personnes en situation d'isolement se voient proposer un temps de lien et d'échange social afin de briser leur solitude lors de leur venue hebdomadaire. Ce partenariat est une suite logique dans les liens qui sont d'ores et déjà tissés avec la MSA. « *De manière régulière et sur de nombreux aspects, nous sommes en relation avec la MSA pour nos salariés concernant les prestations sociales et la prévention des risques professionnels, rappelle Marion Tortosa, de l'association Solembio (Loiret). La participation financière demandée aux bénéficiaires réduit le sentiment d'exclusion sociale et participe à la valorisation de chacun en tant que consommateur responsable. Ces paniers solidaires s'inscrivent dans une démarche de santé publique.* »



Fauteuil ou pas, longue de 4 km, la plage de sable fin de Cabourg est l'endroit idéal pour profiter des bienfaits du bord de mer.

Part'âge à Cabourg

CONNEXIONS ENTRE GÉNÉRATIONS

Du 11 au 15 mars, 12 jeunes de Maison familiale rurale (MFR) et 16 personnes âgées de la Sarthe se sont retrouvés à Cabourg dans le Calvados le temps d'un séjour intergénérationnel « Part'âge » qu'ils n'oublieront pas.

En ce début mars assez calme dans la station balnéaire, la petite bande ne passe pas inaperçue dans les rues de Cabourg. La dizaine de fauteuils roulants poussés par les jeunes déambule tant bien que mal sur les trottoirs, s'arrête dans les magasins de souvenirs, découvrent les alléchants étals du marché couvert...

Fanny, Sabrina, Marina et leurs camarades sont en deuxième année de CAP agricole Services aux personnes et vente en espace rural (ou Capa Sapver) à la MFR de Coulans-sur-Gée, dans la Sarthe. Ils s'occupent du matin au soir pendant cinq jours de 16 résidents de sept établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes du département le temps d'un séjour pas comme les autres. S'ils sont évalués par leurs professeurs lors de la semaine, cette escapade n'en reste pas moins une parenthèse inoubliable pour eux comme pour leurs aînés. Jeunes ou moins jeunes, certains n'avaient jamais vu la mer. « *C'est la première fois que je sors du Mans !*, confirme Sabrina, 17 ans. *D'avoir la vue sur mer en plus, c'est très émouvant pour*

moi. » Même sentiment chez Odette, 84 ans, qui n'était jamais allée en vacances sur la côte. « *On est content d'être là avec les jeunes !* », lâche-t-elle tout en choisissant soigneusement les coquillages décorant son terrarium revisitée, l'une des animations proposées par les élèves. Balades sur le remblai, visites d'une ferme, d'une fromagerie, musée,



Malgré la différence d'âge, Monique et Fanny ont noué une vraie complicité pendant le séjour.

soirées karaoké, jeux... un programme relevé ! C'est l'objectif de ces séjours Part'âge lancés en 2017 par l'Association de vacances de la mutualité agricole (AVMA), en partenariat avec la MSA, l'Agence nationale pour les chèques-vacances et Agrica depuis 2019 : permettre à des personnes âgées de sortir de leur quotidien en structures d'accueil, de (re)trouver le goût aux vacances (10 % des participants en moyenne ne sont jamais partis) et de créer du lien avec des jeunes en formation services à la personne issus d'établissements scolaires agricoles. Ils contribuent ainsi à lutter contre les risques de fragilité et l'isolement tout en offrant la possibilité aux jeunes d'être en immersion professionnelle.

Reprendre confiance en soi

Pour ces jeunes qui peuvent avoir des difficultés avec les études, cette immersion est un nouvel univers qui s'ouvre à eux. « Certains de nos élèves étaient même déscolarisés avant d'arriver chez nous, explique Pamela Leroi, responsable de classe. Ils reprennent pied en MFR. Pour eux, aller au musée ou visiter une fromagerie c'était l'inconnu ! » Malgré une petite appréhension au moment du départ, des liens se sont rapidement noués. « On apprend plein de choses. Je me couche moins bête tous les soirs !, s'enthousiasme Fanny. Ça m'a plu de découvrir des choses avec eux. » L'adolescente qui souhaite devenir aide-soignante était aux petits soins pour Michel, doyen du séjour à 97 ans, et de Monique, plus jeunes de quelques années. « C'était compliqué parfois car il fonçait avec son déambulateur tandis qu'elle allait lentement derrière ! Mais quand j'avais besoin d'aide, je demandais à mes camarades. On s'entraide. »

« Ils ont tous fait un stage auprès de personnes âgées mais pas en soins car ce n'est pas l'objectif de leur formation,

En chiffre

En 2024

16 séjours Part'âge programmés, pour environ 250 jeunes et autant de séniors.

continue Pamela Leroi. Là on leur assigne une ou deux personnes chacun, selon leur autonomie, qu'ils suivent 24 heures sur 24 ; il faut penser à tous les actes de la vie quotidienne, les transferts, manipuler un fauteuil roulant, l'accompagnement aux repas... ils travaillent également la communication. Ce n'est pas facile pour eux, mais ils apprennent aussi de leurs erreurs. C'est très riche et ça leur permet également de prendre confiance en eux, de confirmer ou d'avoir une meilleure idée de leur avenir professionnel. Si tous ne se destinent pas forcément à l'accompagnement, parfois ça crée des vocations ! L'année dernière, une élève en vente a changé de voie. »

Sabrina et Fanny, quant à elles, confirment d'autant plus leur choix. « Le contact avec les personnes âgées c'est quelque chose que j'aime énormément, même mes profs me disent qu'ils le voient dans mes yeux ; c'est vraiment le métier que je veux faire. » Au-delà de leur orientation professionnelle, des liens d'amitié ont pu se créer, qui continueront après le séjour. Tous repartent avec en souvenir une soirée karaoké où chaque génération s'est essayée à chanter les chansons de l'autre. D'Édith Piaf à Eddy de Pretto, l'essentiel est de vibrer à l'unisson.

Marie Molinaro

Douceur de vivre depuis 1948

Construit au début du 20^e siècle par les frères Renault sur un parc de huit hectares face à la mer, Sweet Home Cabourg est racheté en 1948 par la MSA qui le rénove afin d'accueillir les jeunes ruraux en vacances, puis des retraités de l'institution dès 1967. « Aujourd'hui, l'établissement fait perdurer cette tradition tout en cultivant l'activité hôtelière de la côte Fleurie, explique Aymeric Hautot, directeur général. Chaque année, nous accueillons des familles et groupes issus de tous horizons. Une partie importante de notre activité se concentre sur des séjours sociaux grâce à de nombreux partenariats avec France Alzheimer, le Secours populaire, la CAF, Agrica et bien entendu les MSA. Séjours bien-être, répits, premiers départs, ou encore colonies de vacances... Ils offrent au monde agricole une parenthèse inestimable à un secteur qui en a fort besoin. Et inversement, le tourisme social est nécessaire sur la Côte Fleurie, traditionnellement occupée par des estivants franciliens de classe sociale aisée. L'air de la mer, le repos, le sable des plages de Normandie ne sont pourtant pas l'apanage d'une catégorie socioculturelle en particulier. Il est important d'ouvrir les portes et de favoriser la mixité. »

Trois à quatre fois par an, ce sont les participants de Part'âge qui débarquent dans la bâtisse belle époque. « Pendant ces cinq jours et



Offrant une vue panoramique imprenable sur la mer, le domaine Sweet-Home Cabourg accueille le public dans son parc arboré de huit hectares.

quatre nuits en pension complète, un esprit familial embaume les murs, ravit nos équipes et donne de l'espoir à toutes les générations ! Les bienfaits sont visibles : nous voyons les sourires s'afficher sur les visages et leurs échanges rassurent quant à la bienveillance des plus jeunes. C'est l'occasion d'apprendre à se connaître, se comprendre et se respecter. C'est une réussite qui ne demande qu'à se développer ! »

Plus d'infos sur les séjours AVMA : avma-vacances.fr



Améliorer la vie au travail des paludiers

La méthode du skipper ARMEL TRIPON

Deux professions que tout semble opposer et pourtant... Sommeil, vie de famille, solitude, producteurs de sel et skippers sont confrontés à des périodes de travail intense et partagent de nombreux points communs. Armel Tripon, skipper professionnel, a rencontré les paludiers de Guérande lors d'une conférence organisée par la MSA Loire-Atlantique – Vendée le 12 mars dernier.

Au cœur des marais salants, une rencontre étonnante a eu lieu le 12 mars à Guérande. Le navigateur et skipper professionnel Armel Tripon est venu partager son expérience avec les paludiers de la commune littorale, qui s'est enrichie grâce à la production de sel, et leur proposer des clés pour commencer la saison de récolte plus sereinement.

Les paludiers, ce sont les producteurs de sel du nord de la Loire (dans le sud de la Loire, on les appelle les sauniers). Chaque été, durant trois mois, ils vivent une période intense aussi bien physiquement que mentalement, et sont particulièrement sollicités et exposés à des risques professionnels. De prime abord rien à voir, donc, avec Armel Tripon qui a gagné la Route du Rhum en 2018, a participé au dernier Vendée Globe et qui a passé la majorité de sa vie professionnelle sur l'eau.

Et pourtant, leur quotidien est plus proche qu'on ne le pense : impact du travail sur les rythmes du sommeil, sur l'alimentation, le stress, la difficile conciliation entre vie de famille et professionnelle, confrontation permanente avec les éléments extérieurs, l'exposition au soleil, la solitude... un panel de problématiques leur sont communes. La MSA a souhaité confronter ces expériences. « *Il est possible de réduire ces*

risques grâce à une préparation adaptée en amont », assurent Élisabeth Deshayes et Marie-Anne Robin, conseillères en prévention des risques professionnels. Alors quel est le secret du navigateur pour affronter au mieux les périodes de travail intense ?

Mental d'acier

Pour se préparer aux courses et y participer dans les meilleures conditions, Armel Tripon a établi des routines et s'impose une hygiène de vie stricte. En mer, on n'a pas le droit à l'erreur. Le cerveau toujours en veille, le métier de skipper est intransigeant.

« *Au fur et à mesure, j'ai compris qu'on prend rarement les bonnes décisions quand on se laisse dépasser par les émotions et la fatigue. Il faut apprendre à faire face à l'imprévu et se dissocier des événements* », note-t-il.

S'ajoutent à ces contraintes la pression des sponsors, la peur de se blesser, etc. Le navigateur de 48 ans a compris que le mental est aussi important que le physique et a trouvé la parade : la préparation ! Pour prendre du recul, il pratique donc beaucoup de yoga, des exercices de respiration, de la méditation pour se préparer aux courses et prendre soin de son sommeil.

« *Le sommeil est primordial pour tenir pendant une période intense de travail. Il faut garder sa lucidité pour bien réfléchir et prendre de bonnes décisions* », rappelle le sportif. Lorsqu'il n'est pas en mer, il emmagasine le plus d'heures de repos possible. « *Avant la course, je remplis mes batteries.* » Une fois celle-ci commencée, plus question de dormir 8 heures d'affilée, le sommeil est fractionné, et les skippers privilégient les siestes pour se requinquer. Un rythme de vie au travail qui parle à la vingtaine de paludiers présents ce jour-là. Ils n'ont pas hésité à demander l'avis du navigateur sur certaines situations qu'ils vivent au quotidien. « *Quand on a des vents d'Est, on sait qu'on va prendre forcément du retard sur la récolte. Ça nous stresse, on y pense toute la nuit, le cerveau tourne sans relâche. Comment*



© AdobeStock/Wo-photos

C'EST QUOI UN PALUDIER ?

Un paludier est un producteur de sel. Ce métier, issu d'une tradition vieille de plus de 2 000 ans, emprunte des techniques ancestrales et des outils qui n'ont peu ou pas changé. Ces techniques sont exemptes de mécanisation et d'apport de produits chimiques, permettant à la fois de produire un sel de qualité et de préserver un site exceptionnel. Le corps des producteurs de sel est fortement sollicité. Leurs articulations et leurs muscles sont mobilisés dans la durée, ce qui entraîne des tensions au niveau du dos, du poignet, de l'épaule et du coude.



Pendant la période de récolte qui dure de 2 à 3 mois, les producteurs de sel de Guérande sont fortement sollicités mentalement et physiquement.

réussir à mettre ça de côté ? », s'enquiert l'un d'eux. Pour Armel Tripon, on ne peut aller contre ce sur quoi nous n'avons pas de contrôle : « Il faut réfléchir en se disant, comment faire le mieux possible ? Personnellement, je me prépare en dormant plus, il faut anticiper pour être en forme quand ces vents arriveront ». D'autres questions fusent. Les paludiers, qui se calent sur un rythme pendant les récoltes, se demandent comment le navigateur fait pour reprendre le cours de sa vie après une course. « Comme vous, après une saison intense de 2 ou 3 mois, tout s'arrête d'un coup. Les choses peuvent paraître fades, mais il faut accepter que ça arrive et tout relâcher. L'être humain n'aime pas l'imprévu, il faut donc planifier les choses au maximum et accepter le fait qu'on ne peut pas tout anticiper. »

Préparation physique et alimentation

L'alimentation et l'hydratation sont des alliées importantes durant ces périodes. Tout comme les paludiers qui travaillent sous le soleil toute la journée, les skippers font face à la déshydratation. Le conseil est donc de boire très régulièrement. « Toutes les demi-heures, je me force à boire deux gorgées d'eau, même si je n'ai pas soif. » Une habitude à prendre qui est primordiale. Il conseille de manger sainement et équilibré et pas trop gras le soir pour améliorer son sommeil. Armel Tripon a aussi arrêté le sucre pour renforcer sa stabilité morale. « Le sucre donne un coup de fouet sur le coup, puis provoque une redescende. On passe d'un état d'euphorie à un état émotionnel très bas... Ce sont des moments où l'on est plus fragile. » Pour éviter les blessures, le navigateur conseille le yoga qui permet d'améliorer sa souplesse, de limiter ses déséquilibres musculaires et prévenir les inflammations... « En soulageant les raideurs et les tensions, le yoga est un excellent remède pour prévenir les blessures », souligne-t-il, ajoutant son dernier grain de sel salataire dans la routine quotidienne de ce public amoureux de son métier.

Coline Lucas

380

producteurs de sel en Loire-Atlantique.

15

paludiers en Vendée.



Armel Tripon, skipper et navigateur professionnel, établit des routines pour se préparer aux courses.

3 questions à...

Armel Tripon, skipper professionnel

Comment faites-vous pour concilier votre travail et votre vie de famille ?

Beaucoup de métiers ont des horaires compliqués. Ce sont des habitudes à prendre. Pour moi, le rythme est plus soutenu à certaines périodes comme le printemps, l'automne ou le début de l'hiver, mais le reste du temps, je suis plus présent. Je ne pars pas plus de deux mois en général. Mais quand je reviens, je reviens vraiment.

Est-ce que le fait de vieillir vous fait peur pour votre activité ?

On peut avoir peur de se dire qu'on change physiquement. Surtout que les bateaux sur lesquels j'ai envie de naviguer sont gros et assez physiques. Mais je pense que ce sont surtout le mental et la motivation qui permettent d'aller de l'avant. J'ai parfois eu de grosses périodes de doutes, notamment sur ma place en tant que compétiteur, mais les réponses sont venues d'elles-mêmes, et j'ai continué à exercer ce métier-passion.

Quels sont vos projets pour le futur ?

Je prépare la construction d'un bateau de course, un Imoca, à partir de matériaux recyclés et de rebus de l'industrie aéronautique. Il sera mis à l'eau en septembre 2024 et portera les couleurs et les messages de l'association Les P'tits Doudous.

PAS DE CHANT DU CYGNE POUR LE CHANT DU COQ

Maurice, ce qu'il aime faire dès potron-minet, c'est cocorico à tue-tête. Ce qui n'est pas du goût de tout le monde dans la petite commune rurale de Saint-Pierre-d'Oléron.

En effet, Maurice perturbe le sommeil des propriétaires de la maison de vacances voisine depuis le début de cet été 2019. Le 5 septembre, le tribunal de proximité de Rochefort rend son verdict :

nette à la fraîche est hormonal chez un coq, c'est sa façon de marquer son territoire et d'attirer les femelles.

Protéger le patrimoine

Par ailleurs, que le chant du coq résonne dans une commune rurale n'a rien d'incongru, c'est un « trouble normal ». L'affaire aurait pu en rester là. Cependant, Maurice devient le symbole de la défense d'us et coutumes qui se heurtent aux actions en justice de néo-ruraux, vacanciers ou voisins se disant gênés par les bruits ou odeurs engendrés par celles-ci. Le 29 janvier 2021, l'Assemblée nationale adopte la proposition de loi – dite « loi du coq Maurice » dont l'objectif est de définir et de protéger le patrimoine sensoriel des campagnes françaises. Si le gallinacé quitte la terre et sa basse-cour le 18 janvier 2020, les odeurs et bruits campagnards, eux, ne quittent pas les prétoires. Les plaignants se basent sur

le gallinacé peut faire ce qui lui chante dès 6 h 30 ; pousser la chanson-

la notion, non codifiée, de troubles anormaux du voisinage. Mais cocorico, le 8 avril 2024, le Parlement a définitivement adopté une loi visant à limiter ces conflits de voisinage (voir encadré). Désormais, le chant du coq, l'odeur de fumier, le bruit de tracteur ou le pet de vache ne devraient plus conduire les agriculteurs devant les tribunaux.

Frédéric Fromentin

L'EXCEPTION AGRICOLE GRAVÉE DANS LA LOI

Si l'article 1253 du code civil stipule que : « Le propriétaire, le locataire [...] à l'origine d'un trouble excédant les inconvénients normaux de voisinage est responsable de plein droit du dommage qui en résulte », ce qui intéresse les agriculteurs et qui est nouveau arrive ensuite : « Toutefois, la responsabilité prévue au premier alinéa n'est pas engagée lorsque le trouble anormal causé à la personne lésée provient d'activités, quelles que soient leur nature, préexistantes à son installation, qui se sont poursuivies dans les mêmes conditions et qui sont conformes aux lois et règlements. »



Retrouvez-nous sur le web

Consultez [lebimsa.fr](https://www.lebimsa.fr) pour découvrir plus d'informations de vos régions et vous inscrire à notre newsletter.

lebimsa.fr

